

Zeev Sternhell
Mario Sznajder
Maia Ashéri
**Naissance de
l'idéologie fasciste**

De toutes les grandes idéologies du ^{xx}e siècle, la fasciste est la seule à naître avec le siècle. Troisième voie entre le libéralisme et le socialisme marxiste, elle propose une autre solution aux problèmes que posent la révolution technique et la révolution intellectuelle à la société européenne du tournant du siècle.

Cette idéologie a nourri un projet non conformiste, avant-gardiste et révolutionnaire, capable de monter à l'assaut de l'ordre établi et de concurrencer efficacement le marxisme dans l'esprit et la faveur des intellectuels aussi bien que des masses.

Le berceau du fascisme, c'est en France qu'on le trouve, dans le nationalisme intégral, la droite révolutionnaire, mais aussi le révisionnisme révolutionnaire sorélien, composante première du fascisme. Lancé en France, le révisionnisme révolutionnaire devient en Italie une force intellectuelle, politique et sociale. Alliés aux nationalistes et aux futuristes, les révisionnistes révolutionnaires italiens trouvent, en été 1914, les troupes, les conditions et le chef qui leur permettront de transformer en force historique la longue incubation intellectuelle commencée au début du siècle.

Giacomo Balla, *Mercuré passant devant le soleil* © ADAGP, 2010.
Musée national d'art moderne, Centre Pompidou, Paris. Photo du musée.



9 782070 318193

ISBN 978-2-07-031819-3

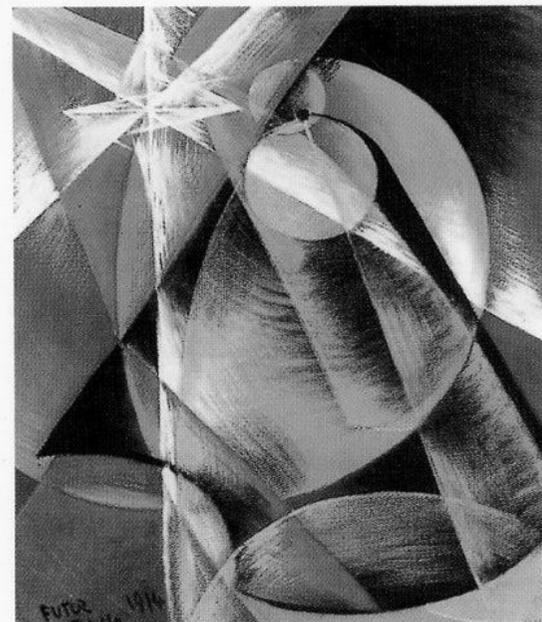
A 31819



catégorie **F18**

folio histoire

Zeev Sternhell
Mario Sznajder
Maia Ashéri
**Naissance de
l'idéologie fasciste**



folio histoire

la série d'articles publiés en 1907-1908, qui constituent le gros du volume sur *Les Méfaits des intellectuels*. Aux termes de cette analyse, il existe non pas un capitalisme, mais bien deux formes distinctes de capitalisme : « Il y a le capitalisme marchand et le capitalisme industriel ¹⁰⁴. » Le « capitalisme marchand et usuraire, peu favorable au véritable progrès des forces productives », qui « veut éliminer la concurrence, stabiliser le marché », et qui a besoin d'un État régulateur des rapports économiques et sociaux, est le grand ennemi du syndicalisme d'action directe ¹⁰⁵. Mais, significativement, rien de tel n'est dit du « capitalisme industriel ». Au contraire. La distinction faite par Berth est tellement nette, si tranchée et catégorique que nul ne saurait s'y tromper. Elle s'accompagne d'une seconde précision non moins claire : si « la notion de l'État est une notion bourgeoise », elle est « la création, nous l'avons dit, de la bourgeoisie marchande et intellectuelle ¹⁰⁶... ».

Ces distinctions sont déjà enracinées dans l'*Introduction à l'économie moderne* que Berth analyse en janvier 1904 pour les lecteurs du *Mouvement socialiste*. On les retrouve dans *Les Méfaits des intellectuels* où elles visent un autre aspect de cette différenciation fondamentale entre « la partie vraiment productrice de la bourgeoisie » et les « non-producteurs », « les financiers » : les uns veulent se dégager de la tutelle de l'État et combattent « le parasitisme » des autres qui, au contraire, ne cessent d'en appeler à l'État. Il n'est donc point étonnant que l'on voie aujourd'hui « les gens de la finance afficher des idées socialistes, le socialisme étant pour eux, naturellement, l'étatisme porté à ses limites extrêmes ¹⁰⁷ ».

Cette distinction entre producteurs et parasites, qui vient se substituer aux deux catégories classiques de bourgeoisie et de prolétariat, cette différenciation

entre capitalisme créateur, agent fécond, et la finance stérile, vivant aux dépens de l'élément qui travaille, n'est pas une distinction marxiste. Elle joue par contre un rôle éminent dans la pensée des révisionnistes révolutionnaires du début du siècle. L'analyse des socialistes-nationaux la reprendra en l'exacerbant. Elle finira par devenir une des bases de la pensée économique et sociale du fascisme. De son côté, Lagardelle voit lui aussi de manière très différente « l'État protecteur » et « l'État guerrier ». Il n'a pas les mêmes accents critiques pour l'un et pour l'autre, loin de là ¹⁰⁸. Pour les soréliens, il existe une différence fondamentale entre l'autorité au service de la démocratie, qu'elle soit libérale ou socialiste, et l'autorité au service du syndicat, cette unité de combat fortement structurée qui possède tous les attributs « d'une collectivité spirituelle pleinement autonome », où « la masse est perpétuellement maintenue à l'état électrique ¹⁰⁹ ».

Car, dit Lagardelle, un abîme sépare « la démocratie politique, qui ne connaît que des individus égaux », de « la démocratie ouvrière ». La première est « incertaine et chaotique », la seconde « est fixe et organique ». Lagardelle affiche un suprême mépris pour l'individu non organisé, pour cette « poussière d'hommes que soulèvent tour à tour les vents opposés de la politique ¹¹⁰ ». Pour lui, il ne fait aucun doute que le travailleur isolé ne saurait prétendre « briser le principe du gouvernement ouvrier par les groupements professionnels » ; il doit même reconnaître la nécessité d'« une forte hiérarchie », ce qui permettra d'éviter les « incertitudes » et « oscillations des mouvements d'opinion qui se produisent dans la démocratie politique ¹¹¹ ». À cela, Berth ajoute son refus de cette « conception abstraite et métaphysique » qui perçoit les hommes comme des « atomes psychologiques ¹¹² ».

Certes, le directeur du *Mouvement socialiste* entend

rendre possible « le contrôle permanent de la masse, dans la mesure où elle est organisée ¹¹³ ». Seulement, nulle part il n'est précisé de quelle manière ce contrôle pourra effectivement s'exercer. Par contre, il est fort bien stipulé que « la démocratie socialiste ne s'inspirera pas des lois de la démocratie politique », mais « bien des règles de la démocratie ouvrière ¹¹⁴ ». Cette « démocratie ouvrière » est fondée sur l'élitisme et le refus catégorique de l'égalité. C'est que la primauté appartient toujours aux « plus conscients » : « La conception d'une égalité abstraite fait place ici, dit Lagardelle, à la notion d'une égalité réelle, fondée sur les différences existant en fait entre les travailleurs. Tous ne sont pas sur le même plan, parce que tous n'ont pas les mêmes aptitudes ¹¹⁵. » Finalement, on apprend que cette « démocratie ouvrière » fortement hiérarchisée, disciplinée, élitiste, privilégiant toujours la collectivité par rapport à l'individu, est « chargée de régler, en dehors des agitations électorales, les moindres détails de la vie ouvrière ¹¹⁶ ».

La fameuse liberté ouvrière prend donc ici des contours assez singuliers, très proches d'une certaine forme de totalitarisme. Dans un tel cadre conceptuel, un Michels n'a aucune difficulté à montrer que la théorie élitiste, celle qui conçoit les masses comme une source d'énergie tout en leur déniait le pouvoir d'imprimer la direction de l'évolution sociale, n'est aucunement contradictoire avec la conception matérialiste de l'histoire et l'idée de lutte des classes ¹¹⁷. Ce qui permettra aussi à un Émile Pouget, qui n'est pas sorélien, de conclure que l'action directe du prolétariat peut « se manifester sous des allures bénévoles et pacifiques, ou très vigoureuses et fort violentes ». L'énorme différence entre le syndicalisme et le « démocratisme » consiste précisément, selon le leader syndicaliste, en ce que « celui-ci, par le mécanisme

du suffrage universel, donne la direction aux inconscients, aux tardigrades..., et étouffe les minorités qui portent en elles l'avenir ¹¹⁸ ». C'est ainsi que l'extrême gauche socialiste érige en règle le mépris de la démocratie et du parlementarisme en même temps que le culte de la révolte violente conduite par des minorités conscientes et activistes.

Désormais, il n'y a plus lieu de s'étonner lorsque, s'interrogeant sur l'avenir du suffrage universel, Victor Griffuelhes n'hésite pas à répondre : « Il m'apparaît clairement qu'il devrait être relégué au magasin des accessoires ¹¹⁹. » Voilà pourquoi Lagardelle n'a pas tort de soutenir que « le syndicalisme français est né de la réaction du prolétariat contre la démocratie », cette démocratie qui n'est jamais autre chose qu'une « forme populaire de la domination bourgeoise ¹²⁰ ». De son côté, Émile Pouget déclare que les méthodes d'action de l'organisation confédérale ne sauraient s'inspirer de « l'idée démocratique vulgaire : elles ne sont pas l'expression du consentement d'une majorité dégagee par le procédé du suffrage universel ¹²¹ ». Pouget considère en effet que si les procédures démocratiques avaient cours dans les organisations ouvrières, « le non-vouloir de la majorité inconsciente et non syndiquée paralyserait toute action. Mais la minorité n'est pas disposée à abdiquer ses revendications et ses aspirations devant l'inertie d'une masse que l'esprit de révolte n'a pas animée et vivifiée encore. Par conséquent, il y a pour la minorité consciente obligation d'agir, sans tenir compte de la masse réfractaire ¹²² »... Pour lui, nul ne doit « récriminer contre l'initiative désintéressée de la minorité », encore moins les « inconscients » qui, à côté des militants, ne sont que des « zéros humains ¹²³ ». Cet élitisme à outrance est très caractéristique des conceptions syndicalistes et ne diffère guère de celui élaboré par quelques-uns des

moins qu'entre « le socialisme et la démocratie, il y a un antagonisme essentiel ¹⁴⁶... ». C'est là un problème de fond sur lequel les syndicalistes révolutionnaires se séparent non seulement des réformistes, mais aussi de ceux qui, en 1905, font figure d'orthodoxes, y compris Kautsky, auteur d'un livre sur *Parlementarisme et socialisme*. Berth présente cet ouvrage comme l'exemple le plus édifiant de l'erreur cardinale que commet l'orthodoxie lorsqu'elle soutient l'idée qu'un socialisme triomphant pourrait infuser au parlementarisme une vie nouvelle et s'en servir pour des objectifs tout autres. Illusion, dit Berth : le parlementarisme est la forme première de la domination politique de la bourgeoisie et doit disparaître avec elle ¹⁴⁷, tout comme les règles de la démocratie ne sauraient prétendre au droit de cité dans l'univers ouvrier.

Le texte ci-dessous décrit bien le sentiment des soréliens à l'endroit de la démocratie, et l'idée qu'ils en ont. Il ne s'agit pas là, comme on pourrait le penser à première vue, d'une critique de la pratique démocratique, mais, indubitablement, de celle de quelques-uns des principes fondamentaux du système démocratique :

« Que viendrait faire ici la loi, la démocratie, avec sa manie votarde et son dogme stupide des majorités? [...] Le vote secret, voilà bien, au reste, le symbole parfait de la démocratie! Voyez-moi ce citoyen, ce membre du Souverain, qui vient en tremblant exercer sa souveraineté; il se cache, il fuit les regards de la société; aucun bulletin ne sera assez opaque pour dérober aux regards indiscrets sa pensée intime, son acte de souveraineté; il entre comme un voleur dans la cabine d'isolement : le voilà seul, avec sa conscience, ce prétendu maître du moment; il se recueille, il est libre – libre comme la monade de Leibniz, toutes portes et fenêtres closes! Car c'est ainsi qu'en réalité la démocratie conçoit la liberté : c'est la liberté de la monade, ou, si l'on aime mieux, la

liberté d'Epicure, retiré du monde, dans la paix de son égoïste et solitaire ataraxie, loin des soucis et des tracasseries de la vie publique, libre et souverain dans sa solitude et son néant. Et voilà comment la démocratie entend le Peuple-Roi : de sa puissance collective, il ne reste plus, grâce à elle, qu'une procession d'ombres craintives, venant exercer en tremblant et en se cachant, dans le silence de leur conscience abandonnée à son égoïsme et à sa lâcheté, leur soi-disant souveraineté ¹⁴⁸! »

Ce refus outré de la démocratie est à l'origine de la féroce campagne menée par les soréliens non seulement contre « le révisionnisme réformiste », qu'il soit syndicaliste ou politique, contre l'« abaissement moral » et le « crétinisme parlementaire » qui en résultent ¹⁴⁹, mais aussi contre toute la conception « guesdiste » du socialisme. Aucun jugement n'est assez dur, aucun sarcasme assez blessant pour condamner ce « socialisme du moindre effort ¹⁵⁰ », pour flétrir « le néant et le mensonge du socialisme d'État réformiste, démocratique et idéaliste ¹⁵¹ », ce socialisme « bourgeois jusque dans les moelles », que l'on peut contempler s'ébattant dans les fameux Congrès internationaux, avec leurs intrigues de couloirs, les discours des ténors et toutes « les manifestations diverses habituelles à ce genre de marché ou de foire ¹⁵²... ».

Les hommes du *Mouvement socialiste* n'entendent pas limiter les hostilités à la France. Ils ouvrent largement les colonnes de leur revue aux non-conformistes italiens ainsi qu'à Robert Michels. Arturo Labriola et Enrico Leone ne vont pas se priver de régler leurs comptes avec « ce bâtard de socialisme domestiqué » qui veut s'installer dans la péninsule, avec le chef réformiste Turati, considéré par la bourgeoisie milanaise comme « une sorte de troisième merveille locale à mettre à côté du Dôme et de la Cène de Léonard », avec la « farce réformiste » dont les protagonistes

« font les plus gracieuses courbettes à la monarchie », et, en même temps, prétendent que leur démarche constitue « la seule conception vraiment... révolutionnaire du socialisme ¹⁵³ ».

L'année 1906 est une date importante pour les soréliens. D'une part, le corpus idéologique atteint sa maturité avec la publication des *Réflexions*; d'autre part, commence en Italie la grande confrontation entre les intellectuels du syndicalisme révolutionnaire et le Parti socialiste. La guerre aux syndicalistes débute en fait dès 1905, avec le renvoi d'Enrico Leone, de l'*Avanti!*. Leone avait soutenu dans les colonnes du quotidien socialiste la grève générale de 1904; le leader centriste Enrico Ferri, directeur du journal, fort tiède vis-à-vis de cette action de masse, en obtenant un vote de confiance unanime de la part de la direction du Parti, l'accule à la démission. Avec Leone s'en vont Michele Bianchi, Paolo Orano et Tomaso Monicelli ¹⁵⁴; tous apporteront leur active contribution au façonnement de la synthèse socialiste-nationale de 1910, et finiront par jeter les bases du mouvement fasciste. En même temps, ces hommes commencent à prendre conscience des véritables données de la politique socialiste aussi bien que des réalités sociales italiennes. D'une part, il leur apparaît que la confrontation avec le Parti socialiste est devenue inévitable; d'autre part, ce qui est plus important encore, leurs doutes sur le potentiel révolutionnaire du prolétariat ne font que s'accroître.

Pour ce qui est des rapports avec le Parti, deux courants apparaissent en 1906: Arturo Labriola en est encore au stade où, en dépit d'amères critiques adressées au Parti socialiste, il refuse de s'en séparer - en cela, il est en quelque sorte l'équivalent de Lagardelle -, tout en invitant les syndicalistes à se considérer « comme non responsables de son action ¹⁵⁵ ». Par

contre, Ottavio Dinale, dès l'été de cette même année, pose la question de savoir combien de temps les syndicalistes qui se réclament de la lutte de classe pourront encore marcher avec un parti devenu une grande agence électorale ¹⁵⁶.

Les désillusions sont plus profondes encore quand les non-conformistes prennent conscience des énormes difficultés structurelles que rencontrent leurs velléités révolutionnaires. « Le socialisme de la lutte de classe est une grande anticipation idéologique sur les conditions historiques de notre pays », écrit Arturo Labriola, et « l'expérience semble démontrer que la masse électorale est réfractaire aux purs principes de la lutte de classe ¹⁵⁷ ». Sergio Panunzio, de son côté, croit pouvoir conclure que les grandes difficultés théoriques du socialisme contemporain « ne préoccupent pas trop la conscience socialiste de la masse ¹⁵⁸ ». Une idée que Dinale exprime plus crûment en déplorant « cette psychologie passive du prolétariat qui le fit rester impuissant et veule toutes les fois qu'il subit une nouvelle saignée ¹⁵⁹ ». Voilà pourquoi Labriola aussi bien que Dinale en arrivent à la conclusion que seule la violence pourra inspirer au prolétariat « ce sentiment de l'héroïsme » qui en fera « une masse révolutionnaire », que la réside l'unique « garantie d'une humanité supérieure ¹⁶⁰ ». Tel est l'objectif, selon Paolo Orano, que se fixent ces révolutionnaires: être « les barbares de ce monstrueux empire laïque, bâti par la réaction avec la chaux du démocratism socialiste ¹⁶¹ ».

Les Italiens qui, de tout temps, regardent vers la France et lui envient son mouvement ouvrier auréolé par la Commune, se débattent dans des difficultés énormes: rivalités régionales, corruption de la vie publique à un degré inconnu dans le reste de l'Europe occidentale. Aussi la noirceur du tableau dressé par les soréliens d'Italie et la virulence de leur langage ne sau-

En France et en Italie, dès la fin de la première décennie de notre siècle, elle prendra les contours du fascisme. Toutes les composantes essentielles de la pensée fasciste ont mûri avant l'explosion d'août 1914. Tout ce qui importe vraiment dans cette synthèse de nationalisme intégral et de socialisme postmarxiste, vidé de son contenu rationaliste et hégélien, s'est élaboré avant que ne soit tiré le premier coup de canon. Bien avant la guerre, en effet, les soréliens avaient fini de forger cette conception nouvelle de la révolution : une révolution qui choisit de mobiliser la bourgeoisie pour suppléer le prolétariat défaillant, une révolution dont l'objectif est le salut de la civilisation occidentale et non celui de la classe ouvrière, une révolution dont le but primordial est la destruction de toute une culture politique libérale et démocratique, fondée sur la primauté de l'individu.

Mais cette révolution est dirigée en même temps contre la vision marxiste d'une société qui parachèverait l'élimination des inégalités au moyen de la socialisation de la propriété. Les soréliens, adeptes de l'économie de marché, après avoir fait subir au marxisme une véritable métamorphose, restent fidèles à Proudhon et au principe de la propriété privée. Ils produisent ainsi un type de révolution totalement nouveau : une révolution antilibérale et antimarxiste, une révolution dont les troupes viennent non pas d'une, mais de toutes les classes sociales, une révolution morale, intellectuelle et politique, une révolution nationale. Cette convergence des révoltés du syndicalisme révolutionnaire et du nationalisme ne dépasse pas, dans la France de 1914-1918, le stade d'une synthèse intellectuelle, mais, de l'autre côté des Alpes, dans l'atmosphère de détresse qui prévaut au lendemain de l'armistice, cette synthèse est en passe de devenir la grande force révolutionnaire du moment.

Sorel

CHAPITRE III

LE SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE EN ITALIE

1. VINGT ANS : 1902-1922.

Au cours des derniers mois de 1902, un groupe de non-conformistes menés par Arturo Labriola crée une fraction au sein du Parti socialiste italien, qui se pose comme l'aile révolutionnaire du parti¹. Ces hommes reprochent au socialisme réformiste non seulement de s'appuyer sur le prolétariat industriel du Nord et de délaisser les masses populaires de l'ensemble du pays, notamment celles du Sud, largement majoritaires dans la population, mais ils affirment avec force que la révolution socialiste ne peut aboutir que par l'organisation de toute la classe ouvrière en syndicats de combat qui, le moment venu, devront confisquer les processus de production aux mains de la bourgeoisie. C'est de là que les partisans de cette démarche tirent leur nom de syndicalistes révolutionnaires. Le premier groupe syndicaliste révolutionnaire est fondé à Milan à la fin de 1902 et son leader intellectuel, Arturo Labriola, entreprend en décembre la publication de l'hebdomadaire *Avanguardia Socialista*. Ce groupe d'intellectuels bourgeois, profondément influencés par Sorel², trouve plus d'un allié dans l'équipe de Leone et de Longobardi, très active à Naples³. L'idéologie que ces hommes tentent

de mettre au point repose sur le principe de l'action directe des travailleurs organisés en syndicats; durant cette même période, sa principale formulation réside dans l'idée de la grève générale perçue à la fois comme mythe mobilisateur et comme instrument légitime de lutte.

La forte poussée de cette idéologie et la volonté de la mettre en pratique provoquent un schisme au sein du P.S.I. En effet, Filippo Turati, leader des socialistes réformistes, accepte le modèle théorique de Bernstein et le tient pour compatible avec la réalité italienne. Selon lui, le socialisme peut coopérer avec les courants les plus avancés du système libéral, afin d'obtenir certains avantages pour les ouvriers de l'industrie du nord du pays qui représentent le gros de la clientèle du P.S.I. Étant donné les règles du jeu de la démocratie, les socialistes ont un besoin urgent de résultats, non seulement pour « délivrer la marchandise » promise à leur électorat, mais aussi pour s'assurer la permanence de son soutien. Le réformisme leur permet d'atteindre sur-le-champ cet objectif.

La naissance du Syndicalisme révolutionnaire en Italie est liée au mouvement des idées nées hors de la Péninsule; mais, dès le moment où cette idéologie y pénètre, elle se trouve conditionnée par certaines données socio-historiques locales dont l'influence sur son destin est capitale : 1° la dichotomie Nord-Sud, surtout en matière économique; 2° l'instabilité du P.S.I., provoquée en partie par l'absence d'une longue tradition socialiste; 3° l'unification relativement récente de l'Italie, qui vient expliquer la quasi-inexistence d'une tradition de centralisme politique, et, dans une certaine mesure, la mauvaise répartition géographique du rapide développement industriel du pays; enfin 4° le manque de tradition syndicaliste et sa conséquence, la faiblesse des organisations ouvrières.

D'autre part, les années 1900-1910 – hormis la crise de 1907 – ont été en Italie des années de rapide expansion économique et de relative prospérité, dues à la politique protectionniste qui a beaucoup servi le Nord industriel, mais dont a souffert le Sud agricole⁴. Presque tout au long de cette période, c'est Giovanni Giolitti, le leader des libéraux, qui a la charge du gouvernement. Son habileté politique et son art consommé du compromis parviennent à mener le pays à un haut degré de stabilité politique, en même temps qu'ils réussissent à neutraliser la gauche.

Malgré leur violente opposition à la démocratie libérale et leur attitude hostile à la politique du P.S.I., les syndicalistes révolutionnaires ne quitteront le parti qu'en 1907. Jusque-là, tout en essayant de persuader la gauche socialiste d'adopter la voie de l'action directe, ils n'hésitent pas à prendre une part active à l'organisation des élections et se présentent comme candidats du P.S.I. aux législatives de 1904 qui succèdent de peu à la grève générale. Ce mouvement, qui s'était déclaré antipolitique, aura eu dès le premier jour un comportement très politique : participation aux congrès régionaux et nationaux du parti, participation à ses campagnes électorales, avec ce que cela implique de publicité dans la presse socialiste. Enrico Leone et Paolo Orano appartiennent à l'équipe éditoriale d'*Avanti!* jusqu'en 1905. Les syndicalistes révolutionnaires font même une tentative pour prendre de l'intérieur la direction du parti, en collaboration avec l'aile orthodoxe d'Enrico Ferri⁵.

En dépit de leur intense activité, ces radicaux demeurent un groupe minoritaire au sein du P.S.I. Ils ne désespèrent pas pour autant d'imposer leurs vues au parti, et il leur arrive de remporter quelques succès. En février 1904, lors du congrès régional du parti qui se tient à Brescia, en Lombardie, Walter Mocchi, coré-

lisme révolutionnaire entre dans la polémique suscitée par la crise libyenne. Au cours des mois précédant la guerre de Libye, un large débat s'est ouvert pour savoir s'il fallait ou non occuper Tripoli et entrer en conflit armé avec la Turquie. La presse catholique et nationaliste milite en faveur de l'entreprise, et Enrico Corradini fait le tour du pays pour essayer de gagner les âmes à la cause coloniale³³.

L'unanimité de la gauche contre le déclenchement de la guerre est presque totale, tant au P.S.I. qu'à la C.G.L. Aussi, lorsque l'Italie envoie son ultimatum à la Turquie, une grève générale est déclarée pour le 27 septembre 1911. L'action ne parvient pas à convaincre le gouvernement de faire marche arrière. Une grande partie de l'opinion, surtout dans le Sud, soutient l'opération libyenne³⁴.

Ceux des syndicalistes révolutionnaires qui épaulent l'intervention ne cessent d'invectiver et de tempêter durant toute l'année³⁵. Ils ne peuvent néanmoins empêcher les Bourses du Travail de rejoindre les socialistes dans leur campagne contre la guerre, et d'appuyer leur décision de grève générale du 27 septembre. Le désaccord entre l'aile intellectuelle du Syndicalisme révolutionnaire, menée par Labriola, Orano et Olivetti, et les dirigeants syndicaux, conduits par De Ambris, provoque le démantèlement de l'équipe éditoriale de *Pagine Libere*, et, à la fin de 1911, la cessation de parution du journal. Cette rupture sera néanmoins de courte durée.

On voit bien ici le rôle joué par les intellectuels du Syndicalisme révolutionnaire. Les théoriciens se trouvent toujours un peu en avant des militants ouvriers. Ils sont plus prompts à se couper de la ligne officielle du Parti, et ils élaborent une politique que les leaders syndicaux ou des hommes politiques comme Mussolini finissent par rejoindre après une phase plus

ou moins longue d'hésitation. Les théoriciens remplissent leur fonction d'avant-garde à l'égard de tous les militants, dans les syndicats comme au sein du Parti.

La guerre libyenne n'aide guère les syndicalistes révolutionnaires à résoudre les problèmes que leur posaient les concepts de Nation et de guerre. L'attitude générale du mouvement – les intellectuels mis à part – demeure antimilitariste, même si la différence conceptuelle entre Nation et État – la première étant associée au prolétariat, le second à la bourgeoisie – devait préparer le terrain au changement idéologique qui permettra bientôt au Syndicalisme révolutionnaire d'appuyer l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de la France et de l'Angleterre en 1914. Mais il n'y a pas que le sujet de la guerre pour séparer les théoriciens du Syndicalisme révolutionnaire et le socialisme officiel. Lors de leur congrès réuni à Modène en novembre 1912, les syndicalistes révolutionnaires décident de constituer leur propre centrale syndicale, donc de quitter la C.G.L. contrôlée par le parti. Ils entendent assurer à leur organisation une indépendance totale non seulement à l'égard du P.S.I. et de son excroissance, la C.G.L., mais aussi par rapport à toute autre formation politique ou syndicale, conformément aux principes du syndicalisme révolutionnaire. Ainsi naît l'U.S.I. (l'Unione Sindacale Italiana), qui comptera plus de 100 000 membres à la fin de 1913³⁶. À la même époque, la C.G.L. en compte 300 000. Les hommes de l'U.S.I. déploient une intense activité et prennent part à plusieurs conflits, tant dans le secteur agricole que dans les secteurs industriel et minier. L'U.S.I. adopte la ligne antimilitariste traditionnelle du syndicalisme, une ligne qui sera encore la sienne au moment de la *Settimana rossa* (la Semaine rouge) : le 7 juin 1914, la gauche descend dans les rues pour manifester contre

le militarisme; à Villa Rossa, au quartier général du parti républicain local d'Ancône, la police et les carabinieri tirent dans le tas. Deux manifestants sont tués sur le coup, un troisième décédera à l'hôpital³⁷. Une grève générale est aussitôt déclenchée, qui sera suivie dans presque tout le pays. Le P.S.I., la C.G.L., le Syndicat des cheminots (S.F.I.) appellent à l'arrêt du travail. À Milan, Corridoni et Mussolini prennent la tête de plusieurs manifestations. La violence est souvent de la partie. En certains endroits, la grève prend les aspects d'une véritable rébellion; en Romagne, elle tourne presque à la révolte armée. La troupe intervient pour rétablir l'ordre.

L'Italie n'a pas encore recouvré ses esprits après le choc de la Semaine rouge qu'elle doit faire face au problème de la guerre. En août 1914, bien qu'elle soit liée par la Triple Alliance, l'Italie n'entre pas en guerre. Or, même aux jours des pires querelles qui l'avaient divisé au sujet de l'entreprise libyenne, toutes les composantes du Syndicalisme révolutionnaire s'accordaient au moins sur un point: en cas de conflit généralisé, l'Italie devait rejoindre les champs de bataille aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne. Pour eux, l'Empire prussien, lié à l'Autriche-Hongrie, personnifiait la pire réaction. C'est pourquoi, lorsque la guerre éclate, le Syndicalisme révolutionnaire prend la tête du camp interventionniste de gauche. Ce qui provoque des remous dans les rangs de l'U.S.I. qui a adopté en août 1914 une résolution appelant l'Italie à rester neutre et menaçant le gouvernement de déclencher une grève générale révolutionnaire s'il décidait, malgré tout, d'engager le pays dans le conflit, quel que fût le camp choisi³⁸.

Ainsi, le 18 août 1914, à la tribune de l'Union Syndicale Milanaise (U.S.M.) Alceste De Ambris lance une violente attaque contre le neutralisme, défend la

nécessité d'aider la France et l'Angleterre contre la réaction teutonne, et place cette guerre sur le même plan que la Révolution française³⁹. Cette déclaration, à laquelle se sont joints certains syndicalistes révolutionnaires, membres de l'U.S.I. - tel Corridoni, le chef de l'U.S.M., alors en prison - provoque un profond clivage au sein de l'organisation. La majorité, menée par l'anarchiste Armando Borghi, opte pour la neutralité. L'U.S.M., la Bourse du Travail de Parme et un certain nombre de syndicalistes révolutionnaires quittent l'U.S.I. et fondent, au début d'octobre 1914, le *Fascio rivoluzionario d'azione internazionalista* (le Faisceau révolutionnaire d'Action internationaliste). Le manifeste de ce Faisceau est publié par Olivetti dans le premier numéro de la nouvelle série de *Pagine Libere*, qui commence de paraître le même mois. C'est ce mouvement que, toujours le même mois, Mussolini rejoint lorsqu'il décide d'abandonner la position neutraliste du P.S.I. et entreprend la publication de *Il popolo d'Italia* en novembre 1914⁴⁰.

Après des mois d'agitation et de négociations secrètes entre gouvernements, l'Italie entre dans la guerre en mai 1915. Les interventionnistes de gauche viennent d'atteindre leur premier objectif: amener l'Italie à prendre part aux hostilités. Les dirigeants syndicalistes révolutionnaires, conséquents avec leurs positions politiques, se portent volontaires. Quelques jours seulement après l'entrée en guerre de l'Italie, De Ambris, Masotti, Coconi et Fava sont incorporés et envoyés au front. Sur la cinquantaine de dirigeants syndicalistes révolutionnaires - pour ne compter que les plus connus - qui se présentent dans les bureaux de recrutement, trente-six seront enrôlés et dirigés sur le front. Six mois après l'entrée en guerre de leur pays, neuf d'entre eux auront été blessés, et six tués⁴¹. Un petit nombre de dirigeants a été chargé, d'un commun

accord, de rester à l'arrière pour s'occuper du syndicat.

Au moment où la guerre éclate, l'évolution idéologique du Syndicalisme révolutionnaire a atteint un point de non-retour. La synthèse socialiste-nationale a mûri dans les années qui précèdent août 1914, mais il est évident que cette terrible épreuve accélère puissamment son évolution. Les idées de Nation et de socialisme ne peuvent alors que continuer de se développer dans le sens déjà indiqué dans *La Lupa* ou déjà préconisé par Arturo Labriola, Orano et Olivetti lors du grand débat sur la campagne de Tripoli. L'année 1917 joue un rôle majeur dans ce processus de glissement vers un socialisme de plus en plus « national », toujours plus éloigné de ses racines marxistes. L'année 1917, c'est le coup de tonnerre de la révolution bolchevique, redoutable pour les intérêts nationaux d'une Italie que la défaite de Caporetto a profondément ébranlée. Plus que jamais, le Syndicalisme révolutionnaire se range du côté de la Nation contre une révolution qui met en cause non seulement l'intérêt national, mais qui représente aussi un modèle que les théoriciens du syndicalisme révolutionnaire ont toujours défini comme fondamentalement erroné. Cette révolution destructrice de l'acquis capitaliste ne pouvait leur convenir, fût-ce aux plus beaux jours d'*Avanguardia Socialista*.

Aussi apparaît-il comme naturel qu'en mai 1918, des syndicalistes révolutionnaires se joignent à des socialistes autonomes pour fonder l'Unione Socialista Italiana (U.S.I.). Ce mouvement politique se veut une synthèse des positions interventionnistes de gauche et des idées nationalistes et révolutionnaires, le tout lié à l'idéologie syndicaliste révolutionnaire. À la fin de 1919, l'U.S.I. remporte douze sièges au Parlement. Labriola est élu sur cette liste et accepte le ministère du Travail que lui propose Giolitti⁴².

Au cours de la dernière année de la guerre, Alceste De Ambris entame la publication d'*Il Rinnovamento*, un mensuel – quelquefois bimensuel – qui, très vite, éclipse *Pagine Libere* et devient l'organe des théoriciens du Syndicalisme national. Cette revue tiendra une place de grande importance dans la transition vers le fascisme.

Comme cela avait été le cas avec *Avanguardia Socialista* dans les toutes premières années du siècle, c'est une fois de plus une revue intellectuelle qui montre le chemin au mouvement. En effet, l'Unione Italiana del Lavoro (l'Union italienne du Travail), créée à Milan en juin 1918, fera sien ce développement de l'idéologie du Syndicalisme révolutionnaire. Le journal de cette centrale, *L'Italia Nostra*, qui prendra plus tard le titre de *Battaglie dell'UIL*, adopte le slogan « La Patrie ne se nie pas, elle se conquiert! ». L'Union italienne du Travail est le lieu de rassemblement des idées syndicalistes nationales au cours des années critiques du « *biennio rosso* », en 1919-1920.

La grève de Dalmine éclate en mars 1919. Pour la première fois, des ouvriers syndiqués essaient de démontrer leur aptitude à diriger eux-mêmes la production et leur compétence à diriger l'usine avec plus d'efficacité que les propriétaires, tout en assurant une meilleure redistribution des profits. La grève est brisée au bout de quelques jours par l'armée. Un an plus tard, les meneurs de la grève attribueront l'échec de leur action aux manipulations malveillantes du P.S.I. et de la C.G.L.⁴³

À partir de ce moment, l'idéologie syndicaliste-nationale soutiendra l'idée de participation des ouvriers à la gestion de l'entreprise, voire d'auto-gestion⁴⁴. Mais les enseignements du passé n'ont pas été oubliés. Lorsque, en août-septembre 1920, les ouvriers prennent le contrôle de la ceinture industria-

Les années 1920-1922 voient le renforcement du fascisme en tant que mouvement politique. Pour le Syndicalisme national, ces années sont celles où il se pose la question de savoir s'il doit essayer de changer le fascisme de l'intérieur ou, au contraire, tenter de le diviser pour récupérer son aile gauche. C'est finalement la première solution qui l'emporte, et de nombreux syndicalistes révolutionnaires – théoriciens ou dirigeants prestigieux, tels que Panunzio, Orano, Olivetti, Bianchi, Rossi, Dinale, Mantica, Ciardi, Razza, Racheli, Rocca, Amilcare De Ambris (frère d'Alceste), Masotti, De Pietri-Tonelli et Renda – deviennent fascistes. Ils serviront le mouvement, puis le régime, avec loyauté, même lorsqu'il ne restera plus grand-chose, dans le fascisme au pouvoir, des objectifs initiaux du Syndicalisme révolutionnaire.

2. LE PRIMAT DE L'ÉCONOMIQUE ET LA RÉVISION DE L'ÉCONOMIE MARXIENNE.

L'aspect le plus original de la contribution italienne à la théorie syndicaliste révolutionnaire est sa révision de l'économie marxienne. Sur la fonction sociale des syndicats, la nécessité de promouvoir un socialisme « viril », la critique de la démocratie ou l'anti-intellectualisme, les Italiens n'ont pas grand-chose à ajouter au système de pensée forgé par les Français. Par contre, l'analyse économique d'Arturo Labriola et Enrico Leone donne au syndicalisme révolutionnaire une dimension scientifique que Sorel et les soréliens de pure souche se sont toujours révélés incapables de lui conférer.

Comme tous les syndicalistes révolutionnaires, Labriola commence par affirmer que « la gestion autonome de la production par une classe ouvrière uni-

fiée » reste l'idéal du Syndicalisme révolutionnaire⁵⁰. Il oppose la nature économique de ce processus – une révolution des rapports structurels au sein de la société – au caractère suprastructurel de l'activité politique du socialisme réformiste. La différence fondamentale des sphères d'action définit d'elle-même la différence de nature entre l'action syndicaliste révolutionnaire et l'action du Parti socialiste. D'un côté, une action directe en milieu économique ; de l'autre et par opposition, une action indirecte en milieu politique.

Alors que les socialistes réformistes ne considèrent le syndicat qu'en termes de syndicat professionnel, les syndicalistes révolutionnaires proclament la nécessité de ces instruments de combat de la classe ouvrière que sont les syndicats révolutionnaires. Même s'ils ne déniaient pas tout rôle positif au syndicat professionnel, les syndicalistes révolutionnaires comme Labriola ne lui reconnaissent qu'un champ d'action très étroit, du fait même de la nature de l'économie capitaliste. Les limites de ce champ sont imposées par la nécessité incontournable où se trouve le capitalisme de n'accéder aux demandes ouvrières que dans la mesure où cet assentiment lui laisse malgré tout un profit. Dès qu'il n'y a plus profit, le capital n'hésite jamais à se déplacer vers tel ou tel autre secteur où le profit est assuré, laissant inemployés les ouvriers syndiqués par professions⁵¹. Labriola soutient que ce type de syndicat ne peut constituer une menace pour la société bourgeoise. Au contraire, en assouplissant les tensions locales, il perpétue le capitalisme. Aussi, lorsque ce genre d'organisation a rempli sa fonction – soutirer le maximum au capital –, il ne peut choisir qu'entre deux voies : se dissoudre ou devenir un instrument révolutionnaire⁵².

Or, ajoute Labriola, si l'on prend sérieusement en considération le fait qu'un groupe social opprimé ou

d'abstraction nécessaire à la compréhension du concept de « Patrie ³⁷ ».

Bien sûr, Corradini récuse le raisonnement d'Olivetti. Mais il comprend que, pour devenir politiquement viable, le nationalisme doit se frayer un chemin vers les masses. Or, les masses, c'est le prolétariat. Le problème est donc de trouver le moyen de lier la prise de conscience des ouvriers et les concepts syndicalistes de solidarité nationale et de productionnisme. À cette fin, Corradini avance l'idée de l'inutilité du politicien comme intermédiaire entre le capitaliste et l'ouvrier. Si le politicien est écarté, le propriétaire et l'ouvrier seront assez ingénieux pour coopérer au mieux de leurs justes bénéfices respectifs dans le cadre d'une économie productionniste ³⁸.

Une telle démarche facilite grandement le rapprochement sur la question de Tripoli. Labriola, Orano et Olivetti expliquent cependant qu'ils n'attendent de leur choix que l'essor des vertus morales dont le nationalisme culturel – ils insistent sur cette essence de leur nationalisme – peut accoucher. En tout cas, l'objectif demeure le changement social – et uniquement social. Au contraire des nationalistes « classiques », les syndicalistes révolutionnaires soutiennent que la guerre ne saurait représenter l'expression, encore moins l'incarnation d'un dessein national; au mieux peut-elle être un moyen par lequel le changement social se trouvera accéléré. Malgré la parenté que certains intellectuels des deux mouvements se reconnaissent sur quelques points essentiels – le caractère d'aristocratie proposé pour leurs élites respectives, l'épanouissement des valeurs morales comme condition *sine qua non* du changement –, les vocations des deux écoles de pensée ne sont pas encore interchangeables.

L'inquiétude avec laquelle syndicalistes révolutionnaires et nationalistes regardent l'émigration massive

des Italiens constitue un autre point de jonction. Les syndicalistes y voient bien sûr un désir de fuir la pauvreté. Mais la détresse économique ne peut tout expliquer. Si l'Italien avait une idéologie sociale un peu moins fluctuante, l'hémorragie du pays ne serait pas aussi abondante ³⁹. Même s'ils n'approuvent pas l'émigrant, les syndicalistes essaient de le comprendre, sachant la pauvreté et les souffrances qui sont à l'origine de sa décision. Les nationalistes, quant à eux, sont surtout concernés par les implications économiques et militaires de ce mouvement de population pour un pays qui n'est pas le plus invulnérable du continent européen ⁴⁰. Certains syndicalistes révolutionnaires soutiennent qu'une guerre victorieuse en Libye arrêterait cette hémorragie. D'autres, sans nier pour autant l'acuité du problème de l'émigration, maintiennent que la guerre ne peut le résoudre.

Les syndicalistes révolutionnaires – même ceux qui militent en faveur d'une intervention en Libye – continuent de se considérer comme socialistes. Olivetti le dira au nom de tous: la croissance du capitalisme bourgeois n'est désirée que parce qu'elle est une étape nécessaire dans le conflit social entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, et la guerre de Libye peut jouer un grand rôle dans l'enchaînement de ce conflit ⁴¹. Pour sa part, Labriola, qui ne souhaite pas oublier le Sud, écrit: « L'action menée en Libye est probablement la tentative la plus importante et la plus sérieuse entreprise jusque-là en faveur du Mezzogiorno ⁴². » Une Libye colonisée transformera l'économie du Sud. De plus, si l'Italie ne prend pas Tripoli, une autre puissance s'en chargera, qui utilisera le territoire conquis, dans le meilleur des cas, au détriment des intérêts économiques italiens. Le prolétariat sera alors inéluctablement le premier et le plus durement touché ⁴³. C'est ainsi que ces syndicalistes

l'Autriche-Hongrie, cette puissance qui contrôle encore des territoires de langue italienne. Pour Masotti, le Syndicalisme doit s'opposer à la guerre, parce qu'elle reflète la politique antiprolétaire de la dynastie et des banquiers catholiques et cléricaux⁵². Giuli Barni, lui aussi farouchement opposé à la guerre, tente néanmoins de comprendre la position d'hommes comme Labriola, Olivetti et Orano : il admet qu'après tant d'années de luttes et d'efforts, l'échec de la grève révolutionnaire ainsi que l'inactivité et la passivité du Syndicalisme durant la période précédant la guerre aient pu ne pas laisser indifférents des hommes dédiés à la Révolution sociale, et les aient incités à chercher une autre voie, un autre moyen. Quant au nationalisme, ajoute Barni, il doit choisir : ou bien il reste monarchiste et sombre dans l'anachronisme, ou bien il devient républicain et acquiert une chance supplémentaire de viabilité⁵³.

Comme ce sera souvent le cas au cours de cette période, c'est De Ambris qui mène le groupe des syndicalistes révolutionnaires opposés à la guerre. Il reste fidèle au principe de la lutte des classes et exclut pour le moment une collaboration quelconque entre ouvriers et capitalistes. Pour lui, c'est uniquement dans le conflit de classes que les ouvriers syndiqués peuvent puiser le perfectionnement moral et technique dont ils auront besoin le jour où ils prendront possession du processus de production. Tripoli représente pour lui une nouvelle version, plus ambitieuse, de la tentative de conquête de l'Éthiopie quinze ans plus tôt. De Ambris est catégorique : les ouvriers ne doivent se battre que pour la défense de leurs intérêts – « pour briser leurs propres chaînes » –, non à des fins militaristes ou financières⁵⁴. À son avis, Labriola, Olivetti et Orano sont plus à blâmer que n'importe qui d'autre, car eux connaissent les réalités de la lutte

ouvrière. Ce sont à ses yeux de faux révolutionnaires qui, prisonniers de leurs sophismes, approuvent une agression dont les résultats vont servir les parasites et renforcer l'État bourgeois⁵⁵. Mantica, lui non plus, ne veut pas d'une guerre où seuls les milieux financiers viendraient trouver profit. Par contre, la guerre comme manifestation de force peut être une action souhaitable si Nation et État ne coïncident pas⁵⁶. Une telle opinion renvoie en fait à l'essence même du nationalisme culturel, tel que défini par Labriola dans ses attaques contre Hervé, à savoir : la Nation peut être un ensemble de référence pour autant que la majorité du peuple – les travailleurs – puisse s'y identifier et y trouver sa place.

En 1911, les syndicalistes révolutionnaires opposés à la guerre la comparent à une scène étroite en laquelle l'État a accepté de jouer les doublures des milieux financiers catholiques. Aussi la présentent-ils comme une affaire de l'État, et non de la Nation. En 1914, par contre, la guerre sera l'affaire de toute la Nation. Entre ces deux dates, la controverse sur ce concept de guerre, pris comme catégorie d'analyse politique, sera très vive et tiendra une place appréciable dans la réflexion des syndicalistes révolutionnaires.

Répondant à ses critiques, Labriola soutient que le critère syndicaliste ne peut être déterminant qu'en matière d'intérêts de classe. Or, il y a des considérations et des intérêts généraux supérieurs à ceux des classes, auxquels le Syndicalisme ne peut apporter satisfaction⁵⁷. Ce raisonnement sera immédiatement taxé de réformisme par Mantica⁵⁸. Il revient ensuite à Olivetti de s'expliquer : coupable, selon De Ambris, de porter le drapeau du nationalisme, il déclare n'avoir jamais rien voulu d'autre qu'analyser les faits politiques d'un point de vue strictement syndicaliste, certainement pas de serrer les rangs avec les hommes de

Mais la direction du mouvement a déjà décidé. Le 1^{er} août 1914, Tulio Masotti a dit la nécessité de défendre la Révolution contre la réaction⁷¹. Au même moment, le neutralisme est abandonné au nom de la paix. La vision d'une Europe sortant purifiée de la guerre se répand. Paolo Mantica se sent en mesure de prévoir que « demain sera la plus belle page d'histoire inscrite au livre d'or de l'Humanité, après que le génie de la guerre aura tué la guerre et généré la paix⁷² ». De son côté, dans un livre publié en 1915, Arturo Labriola présentera la démocratisation de l'armée comme l'une des solutions possibles à la crise du socialisme. Il proposera à la Grande Muette de briser la casté des officiers et de couper ses liens avec la monarchie; elle sera alors plus proche du peuple⁷³.

Dans le même temps, Alceste De Ambris, propagandiste infatigable, s'en prend violemment à la position du P.S.I. et de la C.G.L. et appelle les ouvriers à défendre la civilisation occidentale contre l'impérialisme allemand⁷⁴. De Ambris est maintenant persuadé que la guerre entraînera la révision de catégories politiques qui ont fait leur temps, et obligera les vieux modes de pensée à s'effacer devant d'autres, mieux adaptés à l'évolution de la société. À ses yeux, l'internationalisme socialiste n'est pas plus pertinent que le pacifisme bourgeois. Ses attaques les plus virulentes sont néanmoins dirigées contre l'Allemagne. Il pense que le mysticisme historique de Fichte a pénétré toutes les strates de la société germanique, n'épargnant même pas les ouvriers et leur représentant, le Parti socialiste. Une défaite allemande fera disparaître pour toujours les reliquats de féodalisme qui ont trouvé refuge dans le militarisme des Junkers, et détruira l'Empire austro-hongrois, résolvant du même coup les problèmes de l'irrédentisme italien et du droit des peuples à l'autodétermination. Cette défaite aura pour

autre conséquence de libérer le socialisme allemand de la croyance en une destinée supérieure de la nation allemande, et le ramènera dans la voie révolutionnaire. Mais, par-dessus tout, « il a été dit qu'une conflagration européenne a valeur d'une grande et vraie Révolution. Ceci est un fait⁷⁵ ». Les pertes humaines et les ravages provoqués par une guerre ne sont supportables que si elle est révolutionnaire ou précipite la Révolution. De Ambris tire la conclusion qui, selon lui, s'impose : l'Italie doit se joindre à la France contre l'Allemagne.

Sergio Panunzio soutient le même raisonnement : « Celui qui veut, et peu importe sa nationalité, le triomphe du socialisme, *doit* prendre part à la destruction de la puissance de l'obstacle majeur à ce triomphe : l'hégémonie féodale et militaire allemande⁷⁶. » Panunzio ne voit aucune contradiction entre le socialisme et la guerre. Au contraire, il ne peut imaginer la pérennité du socialisme sans une intervention militaire. Dans un autre article, il s'efforce de montrer combien la Révolution n'est que la continuation de la guerre et il renvoie le lecteur aux réflexions qu'il avait fait paraître dans le numéro d'*Avanguardia Socialista* du 6 août 1904, quand il déclarait :

« Mais, si l'on perçoit la guerre comme une soudaine et violente solution *nécessaire* à la détermination de relations socio-politiques, elle nous apparaît comme quelque chose qui peut rapidement faire avancer la cause du socialisme *plus vite que n'importe quel réformisme*⁷⁷. »

Pour le Syndicalisme révolutionnaire, la polémique de 1914-1915 ne constitue que la perpétuation de son discours antiréformiste. Fidèles à leur démarche, les syndicalistes choisissent une position activiste-volontariste opposée à la ligne générale du socialisme officiel. De nouveau, l'interaction dialectique entre idéologie et

principaux idéologues du parti fasciste. Il enseigne à la Faculté de Science politique de Pérouse¹⁶⁹ en compagnie de Paolo Orano. Le rédacteur en chef de *La Lupa* durant les années 1910-1911 avait, comme Panunzio, commencé par être socialiste (il fut membre de l'équipe d'*Avanti!* jusqu'en 1905); il passa ensuite au Syndicalisme révolutionnaire, puis au Syndicalisme national, avant de rejoindre enfin le fascisme. C'est un antisémite déclaré. En 1924 et 1925, il est responsable de l'édition romaine d'*Il popolo d'Italia*. En 1939, il sera sénateur du Royaume¹⁷⁰.

Agostino Lanzillo, le plus fidèle disciple italien de Sorel, a rallié Mussolini dès 1914; depuis, il n'a cessé d'écrire pour *Il popolo d'Italia*. Cet ancien syndicaliste révolutionnaire est encore au côté de Mussolini en mars 1919, à Milan, lors de la fondation des Faisceaux. Il entrera ensuite au Parlement sous l'étiquette fasciste et sera membre du Conseil national des Corporations¹⁷¹.

Le nom de l'Allemand Robert Michels doit être à nouveau mentionné ici: les liens qu'il a noués avec l'Italie pendant un tiers de siècle, la part qu'il a prise dans le mouvement des idées qui ont conduit au fascisme italien lui valent tout naturellement une place dans la liste de ceux que l'on vient de citer. Il s'inscrit au P.S.I. en 1902; en même temps, il est membre du S.P.D., ce qui lui permet de participer aux congrès nationaux des deux partis. En Italie, il rejoint le courant des Syndicalistes révolutionnaires et écrit dans *Avanguardia Socialista* et *Il Divenire sociale*. Son ouvrage, *Les Partis politiques*, publié pour la première fois en Allemagne en 1911, ne peut être détaché de la critique syndicaliste-révolutionnaire du socialisme. Comme Labriola, il a soutenu la théorie de l'impérialisme prolétarien. En 1925, il fait paraître *Sozialismus und Fascismus in Italien*, où, recourant aux catégories

analytiques de Sorel et Pareto, il s'attache à montrer que, de Pisacane et Garibaldi jusqu'au fascisme, l'Italie a conservé la même idéologie sociale et nationale. En 1929, il commence son enseignement à Pérouse. Un an auparavant, il s'était inscrit au P.N.F. dont il restera membre jusqu'à sa mort en 1936¹⁷².

Une dernière question attend ici sa réponse: en vertu de quels critères s'opère le partage entre les syndicalistes révolutionnaires qui participent à la fondation du fascisme et lui resteront fidèles jusqu'à leur mort ou jusqu'à la mort du régime, et ceux qui, après avoir contribué à la mise à feu du mouvement, battent en retraite jusqu'à partir en exil? Aussi longtemps que l'idéologie productionniste n'est pas soumise à l'épreuve des événements, les tenants d'une Révolution éthique peuvent cohabiter avec les auteurs d'analyses économiques comme Leone ou Labriola, ou avec des syndicalistes comme De Ambris qui entendent élaborer une synthèse de socialisme et de nationalisme, mais qui refusent la substitution totale de la Nation à la classe. Mais, à l'heure des choix, les tenants de la conception éthique et volontariste du changement social n'attribuent plus à l'analyse économique qu'une importance secondaire; ces hommes croient au rôle prédominant des élites, et tiennent la volonté pour le ressort essentiel du changement.

Jusqu'en 1920, le Syndicalisme national avait pu encore accueillir les deux tendances, celle des économistes et des « structuralistes », et celle des révolutionnaires éthiques. Mais les crises qui éclatent en cette même année – l'affaire de Fiume et les occupations d'usines – obligent le mouvement à décider si le productionnisme doit d'abord bénéficier aux syndiqués ou à la Nation. La droite a déjà entamé sa bataille contre la gauche; elle a recruté des alliés sûrs et résolus dans l'aile antisocialiste et activiste du fascisme; cette lutte

se donne deux objectifs : détruire non seulement le P.S.I., mais aussi les organisations ouvrières.

Ce second objectif va lui aussi diviser les syndicalistes entre ceux qui, à l'instar de De Ambris, ont longtemps été antisocialistes – surtout anti-P.S.I. mais non pas anti-ouvriers, et encore moins opposés aux organisations ouvrières, et le groupe des intellectuels marqués par la vision sorélienne d'une Révolution éthique. Ceux-ci ont depuis longtemps pris leurs distances avec l'analyse socialiste marxiste et ses implications matérialistes. Ils ont remplacé la classe ouvrière par la Nation : une Nation volontariste où la conduite du processus de changement social est confiée à des élites activistes. Pour eux, l'esprit révolutionnaire du socialisme a complètement disparu et le matérialisme n'a réussi qu'à empoisonner le parti et les organisations ouvrières. Olivetti nous dit comment il faut comprendre le remplacement de l'idée de conscience de classe par une vision éthico-nationale. Dans son *Manifesto dei Sindacalisti*, rédigé durant le premier semestre de 1921, il déclare :

« Le producteur, en conquérant sa liberté morale et en accomplissant tout son devoir, réalisera la Révolution sociale, qui est avant tout une Révolution nationale et une Révolution morale ¹⁷³. »

Sur la hiérarchie entre problèmes de classe et problèmes nationaux, Olivetti ne laisse planer aucun doute :

« La Nation est au-dessus des classes, et toute considération de classe doit s'effacer devant les faits de caractère national ¹⁷⁴. »

Olivetti veut que le Syndicalisme soit une doctrine aristocratique destinée à améliorer la fibre morale du

peuple, doctrine où celui-ci viendrait puiser la volonté et la force de se dépasser sans cesse.

Ainsi l'idéalisme révolutionnaire se substitua au matérialisme historique, le changement éthique est venu prendre la place du changement économique volontariste – caractéristique du productionnisme de De Ambris – qui avait lui-même remplacé le déterminisme économique. Le Syndicalisme révolutionnaire a parcouru un long chemin depuis le début du siècle, époque où il faisait ses premiers pas comme l'un des mouvements de la famille socialiste-marxiste. Ayant traversé l'étape de la révision de l'économie marxiste telle que la proposaient Labriola et Leone durant la première décennie, il a opté pour la méthode d'action directe et la mobilisation révolutionnaire des masses ¹⁷⁵. Sorel l'aura influencé à la fois par ses premières réflexions sur le Syndicalisme et par ses idées sur la violence, le mythe mobilisateur et la Révolution spirituelle. En 1910, les syndicalistes révolutionnaires ont déjà opéré leur détachement d'avec le socialisme traditionnel et se sont persuadés de l'incapacité du prolétariat à servir d'agent révolutionnaire. Ils ont déjà entrepris le troc d'idées avec des nationalistes radicaux comme Corradini et Viana. Puis ils deviennent productionnistes et volontaristes, ce qui leur fait rencontrer les nouveaux nationalistes avec lesquels ils partagent un même mépris du libéralisme et de la démocratie.

Certes, à la différence des nouveaux nationalistes, tous les syndicalistes révolutionnaires ne nourrissent pas une haine irrépressible pour le socialisme. Et, quand elle existe, elle n'a pas les mêmes raisons, ni tout à fait le même objet. Ceux-ci en ont après le Parti, ceux-là combattent l'idée même du socialisme. Cependant, tous s'en prennent au matérialisme rationaliste. C'est sur ce dénominateur commun que s'établit le « dialogue » idéologique entre nationalistes et syndica-

listes qui, même s'il n'aboutit à aucun projet commun, ni même à un échange politique clair, constitue, sur le plan des idées, un ensemble nouveau et véritablement révolutionnaire. L'étape suivante est celle de la recherche d'un mythe mobilisateur qui viendrait remplacer celui de la grève générale révolutionnaire. C'est l'époque où le concept de Nation est introduit comme mesure-étalon de l'Histoire. La guerre de Libye et la Grande Guerre jouent un rôle de catalyseurs dans l'intégration de l'idée de Nation à l'analyse syndicaliste. La guerre se voit alors reconnaître le rôle de facteur révolutionnaire et le Syndicalisme devient intégral et national. Finalement, à l'issue de la Première Guerre mondiale, c'est le Syndicalisme national, élaboré par des hommes comme De Ambris, Lanzillo, Panunzio, Orano et Olivetti, qui fournit les définitions idéologiques et le programme du premier fascisme, celui des années 1919-1920.

CHAPITRE V

LE CARREFOUR MUSSOLINIEN : DE LA CRITIQUE DU MARXISME AU SOCIALISME NATIONAL ET AU FASCISME

1. DANS L'ORBITE DU SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE.

Il n'est nul besoin aujourd'hui d'insister sur le poids historique de Benito Mussolini, pas plus qu'il n'est besoin de revenir sur ses qualités de meneur d'hommes, son sens des opportunités, le rôle qu'il tint dans l'ascension victorieuse du mouvement fasciste. Par contre, ce qui est toujours mal compris ou sous-estimé, parce que peu étudié, c'est la place centrale qu'il occupe parmi les révolutionnaires italiens, qu'il s'agisse des intellectuels ou des leaders syndicaux, qui, au lendemain de la guerre, appellent à la destruction du régime en place. Au sortir de la guerre, c'est en effet vers lui que convergent toutes les tendances du nouveau mouvement révolutionnaire qui monte à l'assaut du pouvoir en refusant l'alternative gauche-droite.

C'est autour de l'ancien directeur du journal *Avanti!* que se réunissent ses anciens compagnons de la gauche du Parti socialiste, du Syndicalisme révolutionnaire, ainsi que les nationalistes à la recherche d'un meneur d'hommes et les futuristes en quête d'un Condottiere. Mussolini apporte à la dissidence gauchiste et nationaliste italienne ce qui a manqué de tout

temps à leurs homologues français : un chef. Un chef venu de la gauche, un socialiste rompu à tous les mécanismes de la politique des partis, mais aussi un non-conformiste, un leader charismatique, un dirigeant brutal et sans scrupules, un chef qui soit en même temps un intellectuel, capable de parler à un Arturo Labriola ou à un Marinetti, à même d'impressionner un Michels ou un Mosca et de se faire regarder avec indulgence – voire avec une certaine admiration – par un Pareto ou un Croce.

Cet homme qui, en 1912, a conquis de l'intérieur le Parti socialiste italien et qui, en 1914, fut perçu comme le chef incontesté du parti, aussi bien par la Jeunesse socialiste que par un Gramsci, est celui-là même qui, en mars 1919, préside à la fondation du mouvement fasciste dans lequel se fondent syndicalistes révolutionnaires, futuristes et divers dissidents de la gauche¹. Ce pas, Mussolini ne l'accomplit ni sur un coup de tête, ni par opportunisme, encore moins par intérêt. Ce n'est pas non plus la conjoncture de l'après-guerre qui en fait un fasciste, pas plus que la guerre elle-même n'est à l'origine de cette métamorphose. En réalité, la démarche mussolinienne est la résultante d'une évolution intellectuelle et d'une prise de conscience des réalités européennes et italiennes qui prévalaient avant la guerre et n'ont donc aucun rapport avec elle. C'est ce cheminement qu'il convient maintenant de reconstituer.

Dès les premiers moments de son activité politique, Mussolini évolue dans le sillage du Syndicalisme révolutionnaire. Exilé en Suisse entre juillet 1902 et novembre 1904, il collabore à *L'Avvenire del Lavoratore*, hebdomadaire du Parti socialiste italien en Suisse, puis à *Il Proletario*, hebdomadaire socialiste italien paraissant à New York. En octobre 1903, alors qu'il vit à Lausanne et suit probablement les cours de Pareto,

Mussolini commence à écrire dans *Avanguardia Socialista* d'Arturo Labriola. Le premier article confié à ce journal est consacré à deux conférences que vient de donner à Lausanne le célèbre anarchiste français Sébastien Faure². Ses idées, à cette époque, ne sont pas encore vraiment formées. Il a de la sympathie pour l'anarchisme³, mais c'est pour les thèses du syndicalisme révolutionnaire qu'il finit par opter. En avril 1904, Mussolini participe au Congrès des socialistes italiens de Suisse, où il rencontre Angelo Oliviero Olivetti, élu à la présidence du Congrès. Il se range résolument dans les rangs antiréformistes et exprime ses positions dans une violente critique de la démocratie parlementaire en Italie, publiée en juillet dans *Avanguardia Socialista*⁴. À la veille de la grève générale de septembre 1904, Mussolini se fait l'avocat de la lutte des classes dans la plus pure tradition syndicaliste révolutionnaire⁵.

Mais ce jeune révolutionnaire n'a pas que des préoccupations purement politiques. Il publie dans *Avanguardia Socialista* deux articles historiographiques, l'un consacré à la nuit du 4 août, l'autre à la mémoire de Ferdinand Lassalle⁶. En même temps, il se penche sur l'enseignement de Vilfredo Pareto dont la théorie des élites va puissamment marquer sa propre pensée, comme elle marquera celle de tous les syndicalistes révolutionnaires. Mussolini s'applique alors à une analyse du syndicalisme italien en fonction du modèle théorique élaboré par le professeur de Lausanne⁷.

Cette période de formation, intellectuellement très riche, touche à sa fin en décembre 1904, au moment où Mussolini décide de revenir à Forlì, dans sa province natale de Romagne, pour faire son service militaire. Lors d'une permission, en mars 1905 – sa mère vient de mourir –, il écrit son dernier article pour *Avanguardia Socialista*⁸. Sous les drapeaux, Mussolini

ne peut évidemment faire mieux : il ne lui est pas permis de participer à une publication politique, et c'est ce qui met fin à sa collaboration à la revue d'Arturo Labriola.

Son activité dans les milieux syndicalistes révolutionnaires lui a ouvert des horizons nouveaux et elle va marquer de façon décisive le cheminement de sa réflexion. À partir de ce moment et jusqu'au lendemain de la Grande Guerre, Mussolini reconnaît et s'incline devant l'autorité d'Arturo Labriola et d'Enrico Leone. Ce sont aussi des années où il montre le plus profond respect pour la sociologie parétienne. L'influence du grand universitaire italien sur Mussolini est à la fois directe, surtout pendant son exil suisse, et indirecte, par l'entremise des théoriciens du Syndicalisme révolutionnaire. Il accepte sans arrière-pensée la fusion du principe de la lutte des classes et de la théorie de la circulation des élites. Mussolini voit dans le prolétariat révolutionnaire une élite sociale nouvelle qui se forge dans les syndicats et qui finira par remplacer l'élite bourgeoise, tout comme cette dernière, au temps de la Révolution française, a pris la place de la noblesse et du clergé :

« Vous souvenez-vous de la théorie des élites de Vilfredo Pareto ? Il est probable qu'il s'agit là de la conception sociologique la plus géniale des temps modernes, qui nous enseigne que l'Histoire n'est qu'une succession d'élites dominantes⁹. »

Mussolini explique la crise politique et sociale en Italie par la décadence bourgeoise, par l'incapacité de l'élite au pouvoir de gouverner le pays et de faire face à ses problèmes. Cette dégénérescence bourgeoise touche dans la même mesure le socialisme réformiste, qui ne cesse de descendre la pente¹⁰.

Comme tout révolutionnaire qui se respecte, Musso-

lini s'estime marxiste. Il voit en Marx « le plus grand théoricien du socialisme », et dans le marxisme « la doctrine scientifique de la révolution des classes¹¹ ». Mais ce jeune militant n'est pas lui-même un théoricien marxiste. Le marxisme lui parvient sous une forme révisée et digérée, d'abord par l'intermédiaire d'Arturo Labriola et de Leone, finalement par l'intermédiaire de Sorel. En même temps, d'autres influences se font jour dans ses écrits : celle de Rosa Luxemburg, notamment, mais aussi de Guesde et de Jaurès¹². Les idées exprimées par Mussolini sur toutes les questions clés du débat idéologique de l'époque ne diffèrent aucunement de celles mises en avant par nombre d'autres intellectuels socialistes, qu'il s'agisse de l'internationalisme, du militarisme, de la guerre, de la lutte des classes ou de la grève générale¹³.

Quelle que soit la définition que l'on donnerait aujourd'hui du marxisme auquel se rattache Mussolini au temps où il est membre du parti socialiste, il est incontestable que son approche de ces questions est d'abord déterminée par la théorie de la lutte des classes et par sa conviction que la révolution socialiste est en marche. Mussolini ne manque alors jamais de manifester son adhésion au mouvement socialiste international et à l'Internationale socialiste. À l'instar de n'importe quel autre militant socialiste, il soutient que le militarisme n'est qu'un des corollaires du capitalisme, et la guerre un des moyens dont se sert la bourgeoisie pour conserver le pouvoir et exploiter au maximum le prolétariat.

Mussolini ne fait aucune distinction entre la bourgeoisie étrangère et la bourgeoisie italienne¹⁴. En décembre 1910, lorsque Corradini fonde le Parti nationaliste, il n'hésite pas à dénoncer d'un même élan le nationalisme italien et le militarisme, qu'il tient pour deux tentatives visant à retarder l'échéance de la chute

de la bourgeoisie ¹⁵. Afin de freiner ces deux courants, Mussolini en appelle à la solidarité socialiste du prolétariat. Ce ne sera jamais « le pacifisme bourgeois et démocrate » qui pourra éviter la guerre, mais bien le socialisme internationaliste ¹⁶. Le combat contre la guerre et le militarisme constitue alors pour Mussolini un de ses engagements les plus ardents dans la bataille pour le socialisme. Il lui consacre le meilleur de son activité journalistique et de son activité politique.

Déjà, dès les premières années du siècle, il avait glorifié l'atmosphère des congrès internationalistes et leurs décisions antimilitaristes. En 1903, il décrivait les lendemains de 1871 comme une période idyllique où l'internationalisme avait supplanté le militarisme. L'élan qui avait poussé les ouvriers de Paris à tendre la main aux ouvriers d'outre-Rhin avait eu pour conséquence de rendre la guerre impossible en Europe. Et quand bien même, ajoutait-il, une guerre viendrait à éclater, le prolétariat refuserait d'aller se faire tuer sans réagir : il mettrait en application les préceptes de Jules Guesde et déclencherait une grève générale qui ne serait que le commencement de la révolution sociale ¹⁷.

De toute façon, si le prolétariat ne réussit pas à empêcher la guerre, il fera tout pour l'exploiter à ses propres fins révolutionnaires et pour s'emparer du pouvoir au moyen de la grève générale. Cette conception n'est ni originale ni novatrice. Mussolini ne fait que reprendre une idée très répandue dans les milieux socialistes de son temps ¹⁸. Il est tout autant dans la ligne socialiste lorsqu'il soutient que le prolétariat n'a pas de patrie, parce qu'il n'en a jamais tiré quelque avantage que ce soit. Il est donc tout à fait normal que le prolétariat profite de la guerre pour accélérer le déclenchement de la guerre civile ¹⁹. En somme, rien de plus que de très banal et de très conventionnel pour l'époque.

Mussolini
Le carrefour mussolinien

Telles sont les positions de Mussolini au moment où l'Italie entreprend la campagne libyenne en septembre 1911. Il est alors secrétaire de la section de Forlì du Parti socialiste. Conséquent avec ses idées, il essaie de déclencher une grève générale contre la guerre ²⁰. L'échec est total. Mussolini est arrêté et condamné à un an d'emprisonnement. À sa libération, en mars 1912 - sa peine a été réduite à cinq mois et demi -, sa stature revêt déjà une tout autre dimension. Au sein même du parti, il devient rapidement une figure nationale et prend la tête du courant révolutionnaire. Un courant qui sort vainqueur du Congrès réuni à Reggio d'Émilie en juillet 1912 ²¹. Ce retournement a deux effets immédiats : la mise à l'écart des réformistes et la désignation de Mussolini à la rédaction en chef d'Avanti! en novembre de la même année.

De sa tentative avortée durant les journées d'action contre la guerre de Libye, Mussolini a tiré une leçon qu'il n'oubliera jamais : la nécessité de combattre sans merci les socialistes réformistes, qu'il accuse d'avoir fait échouer le mouvement de grève. Sur ces hommes, on le sait, la revanche ne tardera pas à venir. En même temps commencent à percer en lui de sérieux doutes sur la capacité du prolétariat à mener à bien son rôle historique. En la matière, ses conclusions rejoignent celles de Sorel, de Michels ou des syndicalistes révolutionnaires italiens et français. Mais, à la différence de ces hommes qui, comme Sorel, n'ont jamais milité dans un parti socialiste ou en ont été rejetés pour dissidence, Mussolini est un homme auquel l'appareil réserve le meilleur avenir. Là, justement, est une des étapes les plus intéressantes et les plus importantes dans sa trajectoire. Alors que son parti vient de lui dégager une voie royale vers les sommets, alors qu'il vient d'éliminer ses ennemis de droite, alors qu'il s'affirme comme un des dirigeants capables de tirer le

Grève contre le fascisme

X =

||

parti vers des positions plus radicales, Mussolini entre dans un lent processus de rupture avec les idées traditionnelles du socialisme. On le voit alors entamer une démarche de transformation idéologique qui devait le mener jusqu'au fascisme.

Même si d'autres influences sont reconnaissables dans ses écrits, l'ascendant qu'exercent sur lui les théoriciens du Syndicalisme révolutionnaire restera toujours inégalé. Mussolini ne manque pas d'insister en 1909 sur le fait que son marxisme n'est pas le marxisme d'origine, tel qu'il est connu en Allemagne, mais bien un marxisme revu par Sorel²². C'est pourquoi ce militant socialiste n'a aucune difficulté, après avoir cité Paolo Orano, à souscrire à l'ensemble de la critique syndicaliste du marxisme :

« Nous admettons, avec les " critiques socialistes " de Marx, que certaines notions de sa théorie économique sont erronées, mais nous ne pouvons nous joindre au chœur douteux de ceux qui déclarent la faillite du marxisme²³. »

Au bagage intellectuel acquis au contact du Syndicalisme révolutionnaire italien – la théorie des élites et la « critique socialiste » du marxisme – vient s'ajouter la connaissance retirée de la fréquentation de l'œuvre de Sorel. Avec Pareto, Arturo Labriola et Leone, Sorel constitue pour l'ardent révolutionnaire romagnol l'autre grande source d'inspiration :

« Quant à la notion de violence – écrit Mussolini en juin 1908 –, mes modestes idées ont trouvé une confirmation suffisamment autorisée dans l'article de Georges Sorel que je rapporte plus bas, un article paru dans le dernier numéro de *La Guerra Sociale* de Turin ce 29 mai dernier²⁴. »

Un an plus tard, Mussolini rend compte des *Réflexions sur la violence* qui viennent de paraître en italien : il comprend bien la grande faiblesse de cette œuvre – l'absence de modèle bien structuré –, mais il n'exprime aucune réserve sur son contenu. Au contraire. Seule la violence, seul un combat à outrance contre la démocratie permettront au prolétariat de remplir sa mission historique. Mussolini voit en Sorel un antidote salutaire aux perversions dont le marxisme a souffert en Allemagne²⁵.

En mai 1909, Mussolini publie le plus important de ses articles sur le syndicalisme révolutionnaire. Il s'agit du compte rendu d'un ouvrage de Giuseppe Prezzolini (*La Teoria sindacalista*). Dans cet article, Mussolini se définit comme « syndicaliste depuis cinq ans²⁶ ». En faisant remonter son adhésion aux idées du syndicalisme révolutionnaire à l'année 1904, il reconstruit fidèlement le sens de ses premières années de militantisme. Et il ne manque pas de rendre un vibrant hommage à « notre Maître » Sorel. De l'avis de Mussolini, l'influence de l'auteur des *Réflexions* a été beaucoup plus importante pour le syndicalisme révolutionnaire que n'a pu l'être celle de Bergson. À ses yeux, Sorel représente le véritable pont entre Marx et le syndicalisme ; à l'instar du penseur français, lui aussi voit dans la violence une nécessité historique, la seule arme de combat contre la bourgeoisie au pouvoir²⁷.

Mais le militant de Forlì n'accepte pas seulement l'autorité de Sorel. Les autres leaders intellectuels du syndicalisme révolutionnaire sont aussi à l'honneur : Robert Michels, Paolo Orano et, comme on l'a déjà dit, surtout Arturo Labriola en qui il voit à la fois un grand théoricien et un chef politique destiné à un avenir prometteur, le seul homme à pouvoir tenir tête à Turati²⁸. Quant à Enrico Leone, il est pour Mussolini le théoricien par excellence. Son admiration pour l'auteur d'*Il*